



Réunion du groupe-pays Burkina Faso à Belfort

Lundi 6 décembre 2021 (14h30-16h30, heure de Paris)

- Salle d'honneur de l'hôtel de ville de Belfort
- Visioconférence zoom

Compte-rendu

Introduction :

Damien Meslot, Maire de Belfort, Président de la communauté d'agglomération Grand Belfort

- Cette réunion marque le début de 2 journées de travail consacrées aux relations entre la France et le Burkina Faso. Pour la ville de Belfort, c'est une relation qui dure depuis 40 ans.
- Nous travaillons avec nos partenaires sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement : depuis 2016, en partenariat avec l'association Koassanga, travail sur l'assainissement écologique pour atteindre la sécurité alimentaire. Cela a permis d'augmenter les rendements, d'améliorer la cohésion sociale. Surtout, les populations locales se sont appropriées les techniques utilisées.
- Nous souhaitons présenter cette technique d'agroécologie, l'expliquer et surtout la partager.

Geneviève Sevrin, Directrice générale de Cités Unies France

La situation au Burkina Faso est très inquiétante :

- L'Etat est contesté par la population et peine à assurer la sécurité des habitants face aux mouvements terroristes.
- Les services de base ne sont plus assurés : l'état civil, l'accès aux soins, à l'éducation, à l'eau, aux transports, au logement.

Dans cette situation, la communauté d'agglomération du grand Belfort mène un remarquable projet en agroécologie. Nous travaillons ensemble à élargir le périmètre d'action de ce projet à d'autres territoires burkinabés.

Cités Unies France mène également une action avec les collectivités françaises autour de l'accueil des personnes déplacées internes.

Bruno Belin, président du groupe-pays est excusé, étant en déplacement au Togo.

1. Point d'actualité sur la situation au Burkina Faso et la coopération décentralisée

- **Introduction de Laurence Arnoux, Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle · Ambassade de France au Burkina Faso**

Malgré la détérioration de la situation sécuritaire, la coopération décentralisée reste très forte avec plus de 200 partenariats dans le pays. L'ambassade est mobilisée pour accueillir les missions et

conseiller les déplacements au regard de la situation du pays.

- **Point sur la situation politique et sécuritaire, Dominique Delpuech, Premier conseiller à l'Ambassade de France au Burkina Faso**

Une crise politique couplée à une dégradation de la situation sécuritaire

Situation politique depuis 2014 :

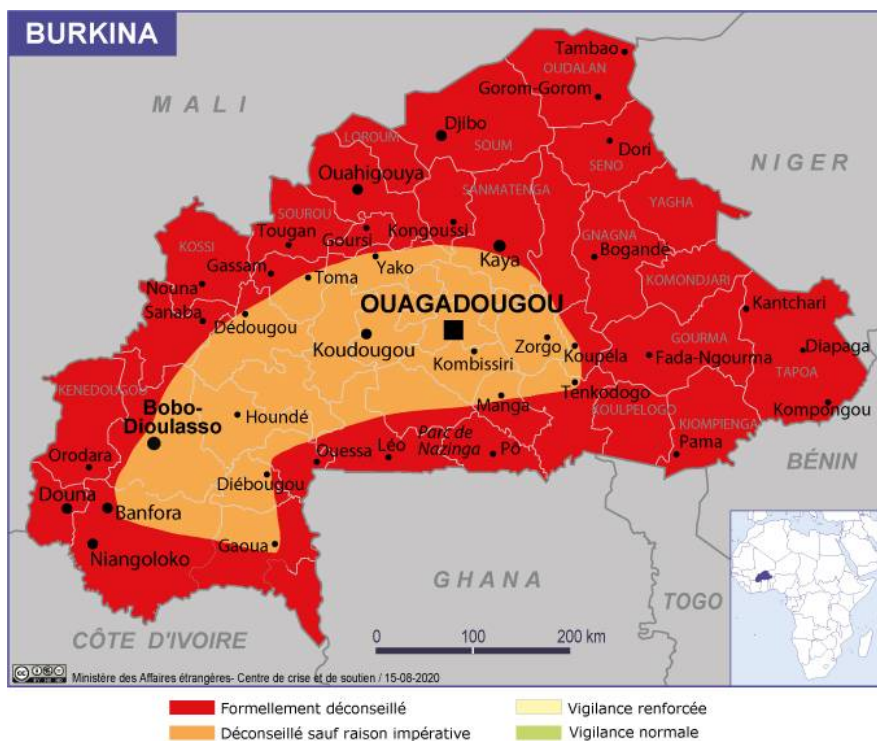
- En octobre 2014 après 27 ans au pouvoir, Blaise Compaoré et renversé
- Depuis janvier 2016, un gouvernement démocratiquement élu au pouvoir.

Situation sécuritaire :

- Attaques terroristes dans la capitale dès 2016. En 2018 attaque contre l'Etat major des armées et l'Ambassade de France.
- Une érosion des contrôles étatiques des territoires. Août 2019, chute de places fortes militaires. Les groupes terroristes jusque là considérés comme exogène, s'installent dans le pays.
- La réponse militaire a été un échec. Elle a révélé l'incapacité des administrations à prendre en main les territoires reconquis militairement.

Situation actuelle :

- En 2021, les mouvements dits terroristes contrôlent des territoires sur toutes les périphéries du pays.
- Le soutien de la population est faible car l'Etat, incapable de répondre à la menace terroriste, s'est aliéné une partie de la population qui exprime son mécontentement lors de manifestations.
- A cela s'ajoute le sentiment anti-français à l'encontre de l'intervention militaire de la France au Sahel.



- **Etat des lieux des projets de coopération décentralisée, Armelle Guyomarc'h,**

Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales

La situation est complexe et se dégrade, ce qui rend les interventions et actions de coopération particulièrement difficiles. Malgré tout, la coopération décentralisée reste un outil de stabilisation et de maintien de l'Etat de droit. Pour ce faire, il ne suffit pas d'envoyer des fonds, il faut aussi de la confiance entre les équipes. La DAECT continuera d'appuyer les coopérations, en lien avec les associations d'élus français et les postes diplomatiques.

Le prochain appel à projet DAECT sera mis en ligne autour du 16 décembre avec une nouvelle plateforme de la CNCD. Recommandation : co-construire les projets avec le territoire et les partenaires sur zone.

A ce jour, le criblage des financements de la DAECT vers les personnes bénéficiaires n'est pas demandé. Cela pourra l'être sur des groupes cibles plus que les bénéficiaires finaux.

2. Innovations en agroécologie, Henri Rouillé d'Orfeuil

- Derrière le système agro-industriel actuel, il y a une histoire de 120 ans de politiques publiques, de recherche et de stratégies économiques. Rien de tel pour l'agroécologie, notamment l'agriculture biologique.
- Des histoires agraires différentes : en Europe, une innovation primordiale a été la mise en culture des jachères et l'association des élevages et de l'agriculture. Puis a émergé le système agricole agro-industriel. Fertilité augmentée grâce aux engrais minéraux et engrais de synthèse. Stagnation des rendements depuis les années 1990.
- En Afrique sahélienne, crise du système traditionnel (céréales / jachères), échec de la révolution verte. Les tentatives d'ajout d'intrants (révolution verte) n'ont pas fonctionné en Afrique, où les agriculteurs n'avaient pas les moyens. Une agriculture qui reste très peu productive, avec une place importante pour les importations.
- Au nord, l'agroécologie peut répondre au défaut d'intrants et offrir une alternative face à la mondialisation → substituer des intrants biologiques aux intrants classiques (pesticides, fertilisants...). Produire des « services écologiques » naturels et gratuits, pour éviter l'importation de produits chimiques dans l'agriculture.
- Enjeu de l'intensification des fertilisants organiques. Associer agriculture-élevage (impliquant un dialogue nouveau entre éleveurs et agriculteurs).
- A ce titre, l'expérience de Belfort d'utiliser des latrines écologiques peut être une vraie solution pour retrouver des sols vivants et fertiles.

3. Actualités des partenariats de coopération décentralisée franco-burkinabè

- **Retour de mission d'une délégation belfortaine (Marie-Thérèse Robert, conseillère municipale, Belfort)**

Le projet a été lancé en 2016 ; il repose sur l'appropriation des techniques par les agriculteurs. Les résultats sont probants : rendements multipliés par 4. L'approche est communautaire, les membres sont formés par la collectivité et peuvent accéder à la terre. Les bénéfices sont également notables en termes de santé publique et d'égalité femmes-hommes puisque la mortalité infantile a été réduite et que les femmes et les hommes travaillent ensemble.

L'innovation majeure est l'utilisation d'un fertilisant gratuit, à savoir les sous-produits des latrines écologiques.

- **Témoignage d'Eric, l'un des formateurs de l'association Koassanga**

La formation en assainissement et agriculture permet une augmentation des rendements. Elle commence au niveau des villages qui deviennent auto-suffisants en 3 ans. Les agriculteurs se concertent entre eux en cas de problèmes (dialogues et concertations communautaires).

Interventions dans 100 villages sur 7 communes, utilisation du téléphone portable en cas d'impossibilité d'accéder à la zone.

- **Projet mutualisé auprès des collectivités partenaires confrontées à la crise des déplacés internes (Lucas Giboin, CUF)**

Suivie à la dernière réunion du groupe-pays en avril, nous avons monté un projet mutualisé pour soutenir les collectivités burkinabés qui accueillent des personnes déplacées. 3 partenariats de coopération décentralisée sont parties prenantes : Châtellerault-Kaya, Chambéry-Ouahigouya et Région Nouvelle-Aquitaine – Région Plateau central.

4 domaines d'actions ont été identifiés :

- soutien à l'éducation de base pour faire face à la saturation des écoles
- renforcement capacitaire des services d'état civil (condition de l'accès à d'autres services publics)
- cohésion sociale, action de vivre ensemble
- création d'emploi et renforcement de la résilience, création d'activités génératrices de revenu.

- **M. Chauveau, pour le partenariat Châteauroux-Bittou**

Projet clé en main en cours, regroupant 5 villes de la région Centre-Val-de-Loire qui interviennent au Sahel. 3 composantes pour ce projet :

- génération de financement
- formation des élus locaux à la bonne gouvernance et recevabilité sociale
- amélioration de la qualité nutritionnelle et assainissement à l'école

Le Ministère des Affaires étrangères, la ville Châteauroux et celle de Bittou sont partenaires financiers de ce projet.

4. Intervention de Monsieur Alain Ilboudo, Ambassadeur du Burkina Faso en France

- Salue le fait que les acteurs du groupe-pays expriment leur solidarité vis-à-vis des partenaires burkinabés.
- Apprécie la capacité des collectivités du groupe-pays à mener des actions pour venir en aide aux personnes déplacées internes
- Malgré le report des élections municipales, il n'y a pas d'inquiétude à avoir sur le fonctionnement des collectivités qui sera maintenu avec des délégations spéciales.

5. Synthèse et clôture

⇒ Il importe de maintenir le contact avec les partenaires malgré un contexte sécuritaire difficile et poursuivre les actions menées auprès des collectivités et des populations locales.

Informations complémentaires :

- Données du CONASUR par rapport aux personnes déplacées internes : <https://us17.campaign-archive.com/?u=20cd04cea20ffa7c925dadfbc&id=51cd2314b9>
- Des étudiants de l'ISTOM proposent de mener une étude qui peut être commanditée par une collectivité ou association dans le domaine de l'agriculture urbaine. Il s'agit d'une mission de 6 mois qui doit aboutir à une visite de terrain (se rapprocher de Lucas Giboin pour tout complément d'information).

Contact Cités Unies France :

Lucas Giboin, chargé de mission Sahel, l.giboin@cites-unies-france.org